



Le moins que l'on puisse dire, c'est que la nouvelle vague de suppressions d'emplois ne passe pas à la direction des finances publiques. «En dix ans, ce sont 30.000 emplois qui ont été détruits, rappelle José Navarro (CGT-FP 65), et dans le département, 11 emplois sont encore supprimés cette année, qui s'ajoutent aux 112 déjà entérinés ces dix dernières années. Et en écoutant les déclarations du président de la République, on a bien compris que ça n'allait pas s'arrêter, au contraire s'amplifier.» Bien entendu, ce ne sont pas des licenciements secs, mais des non-remplacements de départs à la retraite. «Mais au final, outre les suppressions de postes qui sont dommageables en soi, c'est la qualité du service public qui n'y est plus, nos missions ne sont pas remplies correctement, par exemple la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, dont le gouvernement a fait, paraît-il, une priorité...» Sans oublier que les règles fiscales changent sans cesse et réclament donc davantage de conseils aux usagers. «L'autre conséquence, c'est que les conditions de travail se dégradent et les troubles psychosociaux se multiplient. Les tentatives de suicide au sein de la DGFIP sur le lieu de travail ne sont pas rares, on a vraiment la pression.»

Jeudi matin, 70 des agents de la direction des finances 65 se sont réunis pour protester, face à la direction, de cette nouvelle saignée dans leurs effectifs.

«Normalement, ça se passe entre la direction et les représentants du personnel, poursuit José Navarro, mais là, les agents ont voulu venir, pour parler avec la direction du quotidien, mais aussi de leur avenir. Il y a un vrai ras-le-bol. Nous allons écrire un courrier à tous les élus de ce département pour attirer leur attention sur notre situation, et prévoyons un mouvement de grève le 20 mars prochain.»

*Christian Vignes*